



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**25 AOÛT 2023**

**Arrêté n° 945/2023/DREAL/UD88 du  
mettant en demeure la société GIE du NOIR RUXEL implantée 90 chemin des Granges Bas, 88  
400 GERARDMER (88), de régulariser ses activités**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n°2639/2008 du 13 août 2008 autorisant le GIE du Noir Ruxel à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juillet 2023 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 20 juillet 2023 ;

Considérant que la société GIE du NOIR RUXEL ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral susvisé :

- article 2.1 : l'exploitant indique que les conditions météorologiques froides de début d'année n'ont pas permis un fonctionnement normal de la station d'épuration
- article 2.1 : l'exploitant n'a pas démontré que la station d'épuration est apte à faire face aux déversements accidentels de produits chimiques depuis la société Parmentelat (dont il reçoit des effluents y compris accidentels)
- article 2.4.2 : les dépassements des valeurs limites de rejet des mois de janvier et février 2023 n'ont pas donné lieu à commentaire explicatif de la part de l'exploitant ;
- article 2.4.3 : l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le bilan de fonctionnement 2022 de la station d'épuration ;

Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Considérant que la société GIE du NOIR RUXEL n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 20 juillet 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** – La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de :

- élaborer une procédure qui assure un fonctionnement optimal de la station d'épuration quelles que soient les conditions météorologiques ;
- démontrer que la station d'épuration est apte à faire face dans sa capacité de traitement aux produits chimiques accidentellement déversés ;
- commenter les dépassements des valeurs limites de rejets des mois de janvier et février 2023 ;
- transmettre le bilan de fonctionnement de la station d'épuration pour l'année 2022.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GIE du NOIR RUXEL, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le **25 AOÛT 2023**

La Préfète,

La Sous-Préfète,  
*Secrétaire Générale par interim*



**Carole DABRIGEON**

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.